



CABINET GRAILLAT

. GESTION . LOCATION . SYNDIC . TRANSACTION .

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

- ❖ ADRESSE DU BIEN :
- ❖ DATE ENTRÉE SOUHAITÉE :
- ❖ MONTANT DU LOYER :
- ❖ CHARGES :

IDENTITÉ	Locataire 1	Locataire 2
Nom		
Prénom		
Date de naissance		
Lieu de naissance		
Nationalité		

DOMICILE ACTUEL	Locataire 1	Locataire 2
Adresse		
Code Postal + Ville		
Téléphone Fixe		
Téléphone Portable		
Email		

SITUATION FAMILIALE	Locataire 1	Locataire 2
Célibataire – Marié(e) – Séparé(e) – Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e)		
Nombre d'enfant(s) à charge		
N° d'allocataire permettant le versement des aides au logement		
SITUATION PROFESSIONNELLE	Locataire 1	Locataire 2
Profession		

Employeur (nom, adresse, tel)		
Date d'embauche		
Type de contrat (CDI, CDD, interim,...)		

RESSOURCES	Locataire 1	Locataire 2
Salaire mensuel net		
Allocations familiales mensuelles		
Autres revenus mensuels		
REVENUS GLOBAL MENSUEL NET		

CHARGES MENSUELLES	Locataire 1	Locataire 2
Remboursements prêts		
Pensions alimentaires		
Autres		

❖ **PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DU CANDIDAT LOCATAIRE**

Vos données personnelles recueillies font l'objet d'un traitement nécessaire à l'examen de votre candidature et à vérifier votre solvabilité. Elles sont susceptibles d'être utilisées dans le cadre de l'application de réglementations comme celle relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Vos données personnelles sont conservées :

- Si votre candidature est retenue, pendant toute la durée de l'exécution du contrat de location qui sera conclu.
- Si votre candidature n'est pas retenue, pendant un délai de 3 mois.

Elles sont destinées au bailleur du bien sur lequel votre candidature est déposée et au service gérance.

La responsable du traitement de données personnelles est Madame Pascale GRAILLAT.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de vos données en vous adressant à Cabinet GRAILLAT – 50 Avenue du Comte Vert 73000 Chambéry. Vous pouvez porter toute réclamation devant la CNIL (www.cnil.fr).

Dans le cas où des coordonnées téléphoniques ont été recueillies, vous êtes informé(e)s de la faculté de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue en faveur des consommateurs (*art. L.223-1 du Code de la Consommation*).

Fait à

Le

Signatures du ou des locataire(s)

❖ PIÈCES A FOURNIR – JUSTIFICATIFS

- ✓ Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant photographie et signature du titulaire
 - ↳ **Carte nationale d'identité française ou étrangère**
 - ↳ Passeport français ou étranger
 - ↳ Permis de conduire français ou étranger

- ✓ Une pièce justificative de domicile parmi les documents suivants
 - ↳ **3 dernières quittances de loyer** ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
 - ↳ Attestation sur l'honneur d'hébergement.
 - ↳ Dernier avis de taxe foncière, ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

- ✓ Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants
 - ↳ **Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition** et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
 - ↳ **3 derniers bulletins de salaires.**
 - ↳ **Contrat de travail**
 - ↳ 2 derniers bilans ou, à défaut, une attestation des ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
 - ↳ Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des 3 derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.

- ✓ Un justificatif de perception d'allocations

- ✓ Un RIB

- ✓ A l'entrée dans les lieux, une attestation multirisques habitation